

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE/ BPUP/IC-ND-N°2012- n° 152

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de MARCONNELLE

TEREOS

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 1980 autorisant la société des sucreries du Marquenterre à exploiter une sucrerie sur le site de MARCONNELLE ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1984 autorisant la société des sucreries du Marquenterre à épandre des eaux résiduaires et à exploiter un silo de sucre ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 1987 imposant à la société des sucreries du Marquenterre des prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation des bassins de stockage d'eaux et de boues ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 1989 autorisant la société des sucreries du Marquenterre à exploiter une distillerie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 1991 autorisant la société des sucreries du Marquenterre à exploiter des bassins de décantation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 1993 autorisant la société des sucreries du Marquenterre à exploiter une nouvelle chaudière ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 1996 imposant à la société des sucreries du Marquenterre des prescriptions complémentaires sur l'exploitation de la chaufferie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 1999 autorisant l'extension de la sucrerie-distillerie de la société des sucreries du Marquenterre ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2000 imposant à la société des sucreries du Marquenterre des prescriptions complémentaires relatives aux systèmes de refroidissement ;

VU le récépissé du 28 janvier 2008 actant la reprise des activités de la société des sucreries du Marquenterre à MARCONNELLE par la société TEREOS ;

VU le mémoire de cessation d'activités – Partie Usine et le Plan de Gestion Partie Usine fournis par l'exploitant le 4 août 2008 ;

VU le récépissé de cessation d'activité délivré le 23 avril 2012 à la société TEREOS ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur des Installations Classées en date du 27 mars 2012 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire du 10 avril 2012 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du 26 avril 2012, à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté à l'exploitant le 11 mai 2012 ;

VU l'absence d'observation de la part du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que l'usage futur du site est un usage non-sensible de bureaux et d'activités commerciales et industrielles ;

CONSIDERANT que le plan de gestion inclut un diagnostic de pollution des sols et que ce diagnostic révèle la présence dans des concentrations supérieures aux valeurs de référence :

- △ de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) au niveau du stockage de coke et de la station de distribution de gazole,
- △ d'arsenic, de plomb, de cuivre, de zinc, de nickel et de mercure au niveau du stockage de coke
- △ de calcium et de magnésium au niveau du stockage de pierre à chaux ;

CONSIDERANT que l'évaluation des risques sanitaires réalisée dans le plan de gestion démontre que l'état du site est compatible avec l'usage futur envisagé de bureaux et d'activités commerciales et industrielles ;

CONSIDERANT qu'afin de protéger les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement et notamment la santé, la sécurité et la salubrité publique, en application des dispositions des article L515-12 et R515-31 de ce même code, il est nécessaire d'instaurer des servitudes d'utilité publique sur ce même terrain ;

CONSIDERANT que le diagnostic de pollution des sols souligne la présence de deux nappes souterraines potentiellement vulnérables, qu'aucune analyse des eaux souterraines n'a été réalisée, et de ce fait, qu'il convient de réaliser un contrôle et un suivi de la qualité des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-10-10 du 5 mars 2012 modifié portant délégation de signature ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : OBJET

La société TEREOS, dont le siège social est situé 4/11 rue Pasteur à Origny-Sainte-Benoite (02 390) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé Route nationale à Marconnelle (62 140).

ARTICLE 2 : DOSSIER DE SERVITUDES

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de servitudes est réalisé par la société TEREOS afin de garder la mémoire des activités antérieures et de restreindre les usages. Ce dossier comprend à minima :

- ^ une notice de présentation ;
- ^ un plan faisant ressortir le périmètre du site ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- ^ un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation ;
- ^ l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou certaines de ses parties et en particulier l'interdiction de réaliser des prélèvements d'eau dans les nappes au droit des terrains occupés par l'usine.

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Afin de s'assurer de l'absence d'impact du site sur les eaux souterraines de la nappe superficielle et de la nappe de la craie du Turonien moyen, la qualité des eaux de ces deux nappes au droit du site doit être contrôlée.

A minima, ce contrôle est réalisé pour chaque nappe par 2 piézomètres : un piézomètre en amont du site et un piézomètre en aval du site. Le positionnement des piézomètres est déterminé en fonction du sens d'écoulement des nappes.

Les piézomètres mis en place sont conçus, réalisés et entretenus conformément aux normes en vigueur notamment la norme FD X 31 614. Ces piézomètres font l'objet d'un nivellement des têtes. Ces dernières sont efficacement protégées contre tout risque de pollution.

Les paramètres analysés sont à minima l'arsenic, le cadmium, le chrome, le chrome VI, le cuivre, le mercure, le nickel, le plomb, le zinc, les hydrocarbures totaux, les HAP, le fer, les BTEX, les cyanures, le calcium et le magnésium.

La fréquence de surveillance est semestrielle.

ARTICLE 4 : TRANSMISSION DES RESULTATS

Les résultats d'analyse de la qualité de ces deux nappes d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.

En cas d'évolution défavorable significative d'un paramètre mesuré, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution, et si elle provient de son site, en supprime les causes. Dans ce cas, TEREOS doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires.

Après 5 années de surveillance de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant établit un bilan quinquennal des résultats de surveillance mis en place. Ce bilan est transmis à Monsieur le Préfet du Pas de Calais dans un délai de 6 mois suivant son achèvement, accompagné le cas échéant de proposition pour de nouvelles modalités de surveillance.

ARTICLE 5 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 6: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de MARCONNELLE et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de MARCONNELLE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 7: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de MONTREUIL SUR MER, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Sté TEREOS et dont une copie sera transmise au Maire de MARCONNELLE.

Arras, le - 4 JUIN 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Jacques WITKOWSKI

Copies destinées à :

- STE TEREOS
- Le Maire de MARCONNELLE
- Le Sous-Préfet de MONTREUIL SUR MER
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur des Installations Classées – Service Risques à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage



1 et

Transmis à M. le Chef
de l'UT de : *diptoral*
pour
Lille, la
P/le Directeur